

consommatrices de bois (pour produire un kilo de sel, il faut 3,2 kilogrammes de bois). La pratique non durable de la riziculture accentue le défrichement de la mangrove pour l'extension des zones cultivables. La surpêche et l'exploitation irrationnelle des ressources halieutiques dépendantes des mangroves risquent de causer des torts irréversibles au maintien des stocks des principales espèces commerciales de poisson. À cela s'ajoute les effets du changement climatique et des aménagements tels que les barrages qui changent les dynamiques de l'eau et entraînent la salinisation et l'acidification du terrain. Les estimations des pertes possibles de terres agricoles exploitées pour la riziculture en zone côtière sont de 17 à 30% à l'horizon 2050 selon des augmentations de température de 2,5°C à 4,5°C.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires finaux de l'intervention sont les communautés rurales, les populations urbaines et périurbaines des paysages (détenteurs de droits) qui pourront bénéficier à court terme de meilleures conditions de vie matérielles pour la sécurité alimentaire, l'emploi, la création d'opportunités économiques respectueuses de la biodiversité et résilientes au changement climatique et immatérielles par une gouvernance participative, l'amélioration des conditions de vie des femmes, la réduction des conflits, etc., et à long terme d'une production agricole plus efficace, équitable et durable.

Au niveau local, les bénéficiaires directs sont i) les communautés rurales et urbaines, les sous-préfectures et préfectures pour l'impulsion à la planification et à la mise en œuvre des initiatives de développement local ; ii) les associations et organisations communautaires locales, les ONG locales et nationales et le secteur privé (producteurs agricoles, groupements et unions) pour les opportunités économiques créées par le soutien aux chaînes de valeur et le développement de l'écotourisme ; iii) les agents de la brigade nationale et le corps des conservateurs de la nature.

Au niveau national, les bénéficiaires indirects sont : i) le gouvernement de la Guinée, particulièrement le Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) (détenteurs d'obligations) ; ii) le service en charge des aires protégées en Guinée, l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPRF) ; et iii) les autres structures nationales en charge de l'agriculture et l'élevage, la pêche, et l'appui aux collectivités locales.

Parties prenantes

Au niveau international : Les services techniques responsables de la gestion d'aires protégées avec les paysages de l'intervention au Sénégal (PN Niokolo-Koba, frontalier au Parc National du Badiar) et Sierra Leone (PN Outamba-Kilimi et Kuru Hills, frontalier à la zone de Pinselli-Soyah-Sabouya) s'engageront dans des activités conjointes pour améliorer la gestion transfrontalière (par exemple, via les patrouilles de surveillance, partage des connaissances, renforcement des capacités), avec l'appui de la composante Savanes d'Afrique de l'Ouest pour le Niokolo-Koba et de la composante Forêts d'Afrique de l'Ouest pour Outamba-Kilimi et Kuru Hills du programme régional NaturAfrica.

Au niveau national : Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ; l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPRF) ; l'Agence Guinéenne d'Évaluation Environnementale (AGEE) ; le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et le Ministère de la Pêche, de l'Aquaculture et de l'Économie maritime sont impliqués dans les activités du programme à travers ses structures déconcentrées.

Au niveau local : les ONG locales, les groupements, les unions et fédérations de producteurs, les agents du corps des conservateurs de la nature et de la Brigade nationale de lutte contre la criminalité des espèces de flore et de faune sauvage, les structures techniques déconcentrées au niveau régional et préfectoral du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, le Ministère de la Pêche et de l'économie maritime, le Ministère du Plan et du Développement Économique, les autorités traditionnelles, les communes.